

Ba 16. Feb. 76 10.

p.B.58.04.
p.B.58.2. Suisse. - MKG/bi

Le 12 février 1976

Note au Chef du Département

Le rôle de l'opinion publique
dans la politique étrangère en Suisse

Dans le cadre de l'ouvrage édité par A. Riklin, H. Haug et H. C. Binswanger et intitulé "Handbuch der schweizerischen Aussenpolitik", Dusan Sidjanski et Jacques Nicola ont consacré un chapitre à l'analyse de quelques aspects de la politique étrangère suisse, tels qu'ils ressortent d'un sondage d'opinions effectué en 1972. Voici quelles sont, en résumé, leurs conclusions:

1. Rang de la politique étrangère parmi les préoccupations du peuple suisse

L'intérêt porté par les Suisses à la politique étrangère demeure restreint. 29 % seulement des électeurs interrogés la mettent au premier rang de leurs préoccupations, tandis que 50,2 % donnent aux affaires intérieures, et surtout à la lutte contre l'inflation, la priorité sur les affaires internationales. (A remarquer que 16,3 % des personnes interrogées avouent ne pas s'intéresser spécialement à la politique et que 4,7 % n'ont pas d'opinion à ce sujet.)



Dans l'ensemble, les Suisses concentrent l'essentiel de leur attention sur les questions actuelles intérieures (ce qui, de l'avis des auteurs de cette analyse, ne les différencie d'ailleurs pas de leurs voisins, le public des autres pays portant en général peu d'intérêt aux affaires extérieures).

2. Objectifs prioritaires en matière de politique étrangère

Un électeur sur cinq (21,4 % des personnes interrogées) n'a pas d'opinion sur les priorités. Aux yeux des quatre autres cinquièmes, l'objectif qui vient en tête est le maintien d'une armée forte (23,6 %), talonné de près par la construction de l'Europe (22,8 %). L'aide au Tiers-Monde arrive en troisième place (18,6 %) et le rôle de la Suisse dans le concert des Nations en dernière position (13,6 %).

Tout ceci montre, selon les auteurs, d'une part qu' aucun de ces quatre objectifs n'est vraiment prioritaire par rapport aux autres pour l'ensemble de la population, d'autre part, que les Suisses ne nourrissent pas l'ambition d'occuper une place de premier plan sur la scène mondiale.

3. Problème de l'entrée de la Suisse dans l'ONU

Dans l'ensemble, les Suisses se sentent plus proches et plus solidaires du Marché commun que de l'ONU.

- 3 -

Concernant l'éventualité d'une adhésion de la Suisse à l'ONU, l'opinion des personnes interrogées est à la fois très partagée (27,9 % sont pour, 27,1 % contre et 45 % ne se prononcent pas, dont 13,5 % hésitent et 31,5 % n'ont pas d'opinion) et très fluide. L'issue d'un éventuel scrutin serait donc fort difficile à prévoir, estiment MM. Sidjanski et Nicola.

Les partisans d'une adhésion se recrutent chez les personnes d'un niveau d'instruction déjà élevé, bien informées, cadres moyens ou supérieurs, s'identifiant soit à l'alliance des indépendants, soit aux partis radical ou libéral. Les opposants n'ont en général pas dépassé le niveau d'instruction primaire; ils sont très pratiquants soit comme catholiques, soit comme protestants (l'hostilité à l'entrée de la Suisse à l'ONU paraît augmenter avec la pratique religieuse, constatent les auteurs de l'analyse) et se recrutent essentiellement chez les fonctionnaires et chez les agriculteurs, et, au point de vue de l'identification politique, au sein du mouvement républicain, de l'action nationale ou de l'union démocrate du centre.

4. Il n'est peut-être pas inintéressant de rapprocher ces conclusions de celles livrées par une autre enquête menée en 1972 également sur un échantillon représentatif de jeunes Suisses en âge d'accomplir leur service militaire et d'où il résulte:

- que la tendance isolationniste est également fort marquée chez les jeunes, une nette majorité

- 4 -

de 58,5 % se déclarant en faveur de l'isolation-
nisme (contre 22,9 % en faveur de la coopéra-
tion).

- mais que les jeunes Suisses sont, dans l'ensemble
(45 %), partisans d'une entrée de la Suisse dans
l'ONU assortie de garanties au sujet de la neutra-
lité (10 % estiment que l'entrée devrait se faire
sans aucune réserve concernant la neutralité), tan-
dis que 12 % s'opposent à une adhésion à n'importe
quelles conditions et que 33 % sont sans opinion à
cet égard.

Secrétariat politique

J. Cuendet